

## **Rapport de gestion statutaire du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires**

Sauf indication contraire, toute référence à « RHJI » désigne RHJ International SA, une société anonyme de droit belge.

Les comptes annuels de RHJI ont été préparés conformément aux exigences légales et réglementaires applicables à l'établissement des comptes en Belgique. La devise de présentation est le yen japonais (« JPY »).

### **1. Revue opérationnelle et financière des comptes annuels non consolidés pour les exercices clôturés au 31 mars 2007 et 2006**

#### **Présentation générale**

RHJI est un holding diversifié qui se concentre sur la création de valeur à long terme pour ses actionnaires en acquérant et en gérant les activités d'entreprises. RHJI possède des participations majoritaires et minoritaires dans les secteurs des composants automobiles, de l'électronique grand public, de produits de grande consommation, de l'hôtellerie et des médias et loisirs. Le portefeuille de la Société est constitué de six participations de contrôle, deux participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et plusieurs participations minoritaires sans contrôle. Les participations dans Asahi Tec Corporation (« Asahi Tec »), Honsel International Technologies (« HIT »), Niles Co. Ltd (« Niles »), D&M Holdings Inc. (« D&M »), Columbia Music Entertainment, Inc. (« CME »), Phoenix Resort K.K. (« Phoenix Seagaia Resort ») et Shaklee Global Group, Inc. (« Shaklee ») ont été apportées à RHJI dans le cadre d'un placement privé et d'une offre mondiale de ses actions ordinaires sur Euronext Brussels en mars 2005. RHJI a pour objectif d'accroître la valeur de ces activités au travers d'acquisitions stratégiques et par l'implémentation d'améliorations opérationnelles au moyen de son approche de partenariat industriel.

#### **Résultats d'exploitation**

Sur l'exercice clôturé le 31 mars 2007, la perte d'exploitation s'est élevée à JPY 3.085 millions, contre JPY 2.141 millions un an plus tôt. Cette perte de l'exercice clôturé le 31 mars 2006 a été reflétée par la part de RHJI (JPY 1.115 millions) de la commission de résiliation, nette de coûts, liée à l'annulation du contrat d'acquisition de Maytag Corporation.

Sur l'exercice clôturé le 31 mars 2007, le bénéfice net s'est élevé à JPY 4.164 millions, contre JPY 966 millions un an plus tôt. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- La hausse du revenu d'intérêt sur les placements de trésorerie issue de (a) l'augmentation en glissement annuel de la part des placements libellés en US dollars et (b) la hausse générale des intérêts sur les placements en US dollars et Euro.
- Les charges exceptionnelles de JPY 2.130 millions enregistrées sur l'exercice clôturé le 31 mars 2006, associées à la deuxième offre d'actions de RHJI.

#### **Liquidités et capitaux**

Au 31 mars 2007, les espèces et valeurs disponibles (y compris les investissements à court terme) s'élevaient à JPY 79.887 millions, contre JPY 101.615 millions au 31 mars 2006. Cette baisse s'explique essentiellement par les activités d'investissement de RHJI au cours de l'exercice clôturé le 31 mars 2007 :

- Le 11 janvier 2007, Asahi Tec a conclu le rachat de la société américaine Metaldyne Corporation (« Metaldyne »), un fournisseur de renommée mondiale de systèmes et de modules qui utilisent l'aluminium et les pièces moulées pour l'industrie automobile. Dans le cadre d'un placement privé de JPY 25,1 milliards pour le financement de l'acquisition de Metaldyne par Asahi Tec, RHJI a investi JPY 10.033 millions dans des actions ordinaires Asahi Tec.

- RHJI a investi JPY 1.511 millions dans Niles pour financer son acquisition de Fuji Electronics Industries Co., Ltd. (« Fuji Electronics »), ce qui a permis d'étendre les capacités de Niles en matière d'estampage de précision, de moulage d'inserts et d'assemblage.
- Dans le cadre des amendements apportés à ses lignes de crédit en novembre 2006, HIT a augmenté ses fonds propres avec EUR 31,6 millions d'espèces. RHJ a financé cette augmentation à hauteur de EUR 29,8 millions, soit JPY 4.443 millions, dont EUR 21,6 millions par le biais d'une souscription à des actions préférentielles. Postérieurement à la clôture d'exercice, RHJI a procédé à de nouveaux apports en espèces au profit de HIT dans le cadre du refinancement de ses lignes de crédit. Pour en savoir plus sur le refinancement et les conditions de l'apport, veuillez vous reporter à la partie 3.
- Sur l'exercice clôturé le 31 mars 2007, RHJI a continué à alimenter Phoenix Seagaia Resort en fonds propres (JPY 3.900 millions), qui ont été affectés aux remboursements échelonnés des dettes financières de Phoenix Seagaia Resort.
- RHJI a acquis une participation de 20 % dans le fabricant japonais de composants électromécaniques pour automobiles U-Shin Ltd. (« U-Shin »), soit JPY 8.038 millions. U-Shin est un fabricant japonais de composants électromécaniques pour automobiles.

RHJI investit également dans diverses participations minoritaires, telles qu'une part de 3,2 % dans Commercial International Bank (Egypt) SAE. Pour des raisons de confidentialité, de concurrence ou des raisons stratégiques, RHJI pourrait décider de ne pas identifier toutes les sociétés privées et cotées dans lesquelles elle acquiert des participations ne conférant pas le contrôle. Au cours de l'exercice clôturé le 31 mars 2007, RHJI a vendu certaines participations pour un montant de JPY 4.479 millions, sur lesquelles elle a réalisé une plus-value de JPY 904 millions.

Valeurs comptables des investissements de RHJI dans les filiales et entreprises associées au 31 mars :

*(En millions de JPY)*

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<i><u>Investissements dans les filiales</u></i>		
Asahi Tec	25.984	15.951
CME	7.817	7.817
D&M	10.515	10.515
HIT	19.757	15.315
Niles	16.619	15.108
Phoenix Seagaia Resort	21.709	17.927
<i><u>Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence</u></i>		
Shaklee	12.244	12.244
U-Shin	8.038	-

Afin de préparer les comptes non consolidés pour l'exercice clôturé le 31 mars 2007, RHJI a analysé la valeur comptable de ses participations dans Asahi Tec, HIT, Niles, D&M, CME, Phoenix Seagaia Resort, Shaklee et U-Shin. Elle a fondé son analyse sur :

- les informations obtenues dans le cadre de la préparation des comptes consolidés de RHJI pour l'exercice clôturé le 31 mars 2007 et notamment dans le cadre du test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles en accord avec la norme International Accounting Standards 36 ;
- diverses approches de valorisation, dont une valeur d'utilité, basée sur l'approche fondée sur les bénéfiques et une juste valeur basée sur l'approche de marché ;
- les cours boursiers de ses participations dans des sociétés cotées.

Lors de l'analyse de la valeur comptable de l'investissement de RHJI dans HIT, une attention particulière a été accordée aux points suivants :

- les performances décevantes de HIT qui ont donné lieu à une violation des clauses le 30 septembre 2006, telle que décrite dans la partie 3 du Rapport de gestion ;
- une charge de dépréciation de EUR 124,6 millions (soit EUR 72,5 millions nets d'impôt) enregistrée dans les comptes consolidés de RHJI pour l'exercice clôturé le 31 mars 2007, liée essentiellement à certaines immobilisations incorporelles de HIT ;
- les termes et conditions de l'apport en espèces et de l'émission de warrants dans le cadre du refinancement des lignes de crédit de HIT conclu en juillet 2007, tels que décrit dans la partie 3 du présent Rapport de gestion.

Le Conseil d'administration de RHJI a examiné le besoin de réduire la valeur comptable de ses investissements dans HIT conformément aux dispositions des Article 24 et 66, alinéa 1 du Code belge des sociétés. D'après les valeurs de sortie calculées à partir de l'analyse d'un groupe de pairs et appliquées aux prévisions d'EBITDA pour les exercices fiscaux se clôturant le 31 mars 2011 et 2012, et tel que projeté par le management d'HIT, et d'après des facteurs d'ordres qualitatifs, le Conseil d'Administration de RHJI a conclu que la valeur recouvrable futur des investissements de RHJI dépasse leur valeur comptable et qu'il n'y a dès lors pas de charge de dépréciation permanente qui en découle. On retrouve parmi les facteurs qualitatifs pris en compte, l'expérience industrielle, l'expertise et les prévisions du management au sujet de l'industrie des composants automobiles, la présence et la réputation de HIT et d'importantes commandes de clients récemment enregistrées.

D'après les informations ci-dessus, les valeurs recouvrables pour les investissements dans les filiales et sociétés associées étaient supérieures aux valeurs comptables.

Lors d'une Assemblée générale extraordinaire tenue le 27 mars 2007, les actionnaires ont approuvé une réduction du capital social de JPY 118.493 millions (EUR 855.455.470) à JPY 88.491 millions (EUR 664.424.086) mise en œuvre comme suit :

- absorption des pertes reportées au 31 mars 2006 de JPY 11.001 millions (EUR 70.050.805) telles que présentées dans les comptes non consolidés de l'exercice clôturé le 31 mars 2006 ;
- création d'une réserve disponible de JPY 19 milliards (EUR 120.980.579).

L'objectif de la réduction du capital social sans annulation d'actions était d'accorder à RHJI une souplesse pour les distributions futures à ses actionnaires, si et quand de telles distributions sont jugées appropriées par le Conseil d'administration. Toutefois, il n'y a aucune garantie que des distributions soient mise en œuvre à l'avenir.

## 2. Affectation du résultat

Le Conseil d'administration propose d'affecter le profit de l'exercice clôturé le 31 mars 2007 de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	JPY 4.164
Pertes reportées de l'exercice précédent	JPY (11.001)
Réduction du capital	JPY 30.001
Transfert vers les réserves disponibles	JPY 19.000
Transfert vers la réserve légale	JPY 208
Bénéfice à reporter	JPY 3.956

## 3. Événements significatifs postérieurs au 31 mars 2007

En raison des performances financières décevantes au 1er semestre de l'exercice clôturé le 31 mars 2007, HIT ne respectait plus certaines clauses de ses lignes de crédit, une ligne principale de EUR 395 millions et sa ligne de crédit mezzanine de EUR 110 millions. HIT a conclu un nouvel accord avec ses prêteurs en juin et novembre 2006. En vertu de cet accord, les prêteurs ont renoncé à invoquer la violation des engagements

et les engagements conclus dans le cadre des accords initiaux ont été suspendus et remplacés par une nouvelle valeur minimum convenue pour l'EBITDA, jusqu'au 30 juin 2007.

Dans le cadre des amendements apportés à ses lignes de crédit en juin et en novembre 2006, HIT a augmenté ses fonds propres avec EUR 31,6 millions d'espèces sur l'exercice clôturé le 31 mars 2007. RHJI a financé cette augmentation à hauteur de EUR 29,8 millions, dont 21,6 millions par le biais d'une souscription à des actions préférentielles. Le contrat prévoyait également une injection de capital supplémentaire de EUR 10 millions en cas de survenue de certains événements, dont l'échec de la cession avant le 30 avril 2007 de la filiale canadienne de HIT, Grenville Castings Limited (« Grenville »). Étant donné que Grenville n'était toujours pas cédée au 30 avril 2007, RHJI a injecté EUR 10 millions. HIT continue à explorer les possibilités concernant ses filiales canadiennes, dont Grenville.

En vue d'éviter une violation des clauses révisées de ses lignes de crédit modifiées susmentionnées, HIT a conclu le 27 juin 2007 des accords définitifs de refinancement avec ses prêteurs. Le nouveau crédit porte sur EUR 335 millions de crédit de premier rang et EUR 75 millions de lignes mezzanine, ainsi qu'un dispositif de « paiement en nature » de EUR 71,4 millions et 2.053.580 warrants HIT. Dans le cadre du refinancement, RHJI a procédé à une souscription au capital de HIT à hauteur de EUR 40 millions. Depuis le 31 mars 2007, la participation de RHJI dans HIT est passée de 62,6 à 78,5 %. HIT estime que la structure ajustée du capital et les conditions et clauses, qui sont désormais uniquement applicables aux activités de HIT en Allemagne, devraient, en vertu de la nouvelle ligne de crédit, renforcer la souplesse opérationnelle et dynamiser la croissance à court terme, à condition que les objectifs d'amélioration des performances de HIT soient réalisés. En ce qui concerne les lignes de crédit de premier rang, Honsel doit respecter un ratio de couverture des intérêts et un ratio d'endettement, ainsi que certaines limitations en termes de dépenses d'investissement. Les mêmes conditions financières s'appliquent à la ligne de crédit mezzanine, mais avec 10 % de marge supplémentaire par rapport au crédit de premier rang.

#### **4. Recherche et développement**

En tant que holding diversifié, RHJI n'exerce pas d'activités de recherche et développement.

#### **5. Principaux risques et incertitudes**

Le Code belge des sociétés exige qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels RHJI est confrontée soit reprise dans le présent Rapport de gestion. Comme toute entreprise commerciale, RHJI fait face à des risques et incertitudes qui portent sur ses opérations, ses performances financières, sa stratégie d'activité, sa structure et son management.

##### *Risques stratégiques et opérationnels*

Comme toute entreprise commerciale, RHJI fait face à des risques et incertitudes qui portent sur ses opérations, ses performances financières, sa stratégie d'activité, sa structure et son management.

##### *Risque stratégique*

L'existence d'opportunités d'acquisitions et d'investissements supplémentaires est incertaine en raison de la concurrence et des conditions macroéconomiques, politiques, sociales et du marché. RHJI peut ne pas être en mesure de réussir l'exécution du volet acquisition de sa stratégie d'activité en raison de la difficulté d'identifier, d'acquiescer ou de financer des acquisitions, ainsi que de problèmes imprévus susceptibles d'avoir un impact négatif sur les perspectives de RHJI, d'entraîner l'essoufflement de sa croissance et le creusement de ses pertes. Dans la mesure où la stratégie de RHJI consiste également en l'acquisition de participations minoritaires ou sans contrôle dans des sociétés publiques et privées et en des opérations de co-investissement menées par des tiers, ces acquisitions et co-investissements peuvent être substantiels et s'avérer relativement plus risqués en raison de l'absence de contrôle de RHJI, ce qui peut sensiblement affecter sa situation financière et ses résultats opérationnels.

### *Risque opérationnel*

La stratégie de RHJI comprend l'acquisition de participations dans des sociétés en difficultés financières et la souscription à d'importants niveaux d'endettement au sein de ces sociétés. L'amélioration des performances de telles sociétés requiert du temps, ce qui peut notamment engendrer le creusement de la perte d'exploitation et de la perte nette. RHJI a subi des pertes d'exploitation, ainsi que des pertes nettes encourues ces dernières années par de nombreuses sociétés qu'elle possède en portefeuille. Il se peut que RHJI continue à subir des pertes et que ses activités soient sujettes aux risques associés à un endettement important.

### *Risque d'exécution*

RHJI est susceptible de ne pas parvenir à réussir la mise en œuvre de sa stratégie de remaniement des sociétés constituant son portefeuille ou qu'elle pourrait acquérir, en raison de risques spécifiques et d'incertitudes liés à chacune de ces sociétés et des circonstances découlant des conditions macroéconomiques, politiques, sociales et du marché. Au cours de l'exercice clôturé le 31 mars 2007, près de 52 % du capital permanent total de RHJI provenaient de quatre entreprises de l'industrie automobile. La volatilité et la faiblesse de cette dernière peuvent affecter de manière significative la santé financière de RHJI et ses résultats opérationnels.

RHJI s'en remet par ailleurs à un nombre limité de membres du senior management et de professionnels de l'investissement. Leur départ de RHJI, leurs engagements à temps partiel ou l'incapacité de RHJI à attirer ou retenir des cadres adéquats pourrait avoir un impact négatif sur la capacité de RHJI à réaliser ses stratégies d'activités et à développer sa croissance.

### *Risques liés à autres activités de M. Collins*

Le contrat de non-concurrence signé par le Co-Chief Executive Officer de RHJI, M. Collins, en vertu duquel il a accepté de ne pas participer, que ce soit directement ou indirectement, à l'acquisition de participations dans des sociétés japonaises hormis par le biais de RHJI, a expiré le 23 mars 2007. Les autres informations relatives à M. Collins en qualité de Co-Chief Executive Officer sont énumérées dans la partie III – « Gouvernance d'entreprise – Chief Executive Officer » du Rapport annuel de RHJI pour l'exercice clôturé le 31 mars 2007, disponible sur le site Web de la société, [www.rhji.com](http://www.rhji.com).

### *Autres risques*

RHJI et les sociétés constituant son portefeuille doivent faire face à une combinaison de risques et incertitudes en ce compris (i) les risques de stratégie liés aux conditions macroéconomiques et du marché (y compris au Japon), la réputation de la société et de son nom, l'intérêt du marché et la structure de l'activité, (ii) les risques opérationnels (y compris dans l'industrie automobile, hautement concurrentielle) liés à la concurrence, à l'innovation, à l'évolution de la demande et à la satisfaction du client, à l'approvisionnement et au coût des matières premières, à la production et distribution, à la gestion des ressources, aux relations de travail, à la propriété intellectuelle, à la sécurité et responsabilité des produits, à l'infrastructure des technologies de l'information, à la santé et à la sécurité au travail, à la protection de l'environnement, à la protection des données et des actifs et à la gestion des catastrophes, et (iii) les risques financiers liés aux niveaux d'endettement, de trésorerie, d'impôt et d'audit, à la fiabilité des prévisions et budgets, à la ponctualité du reporting, à l'intégration et à la conformité aux normes comptables et à l'utilisation d'instruments de gestion financière tels que les stratégies de couverture ou d'utilisation de produits dérivés.

RHJI se fonde généralement sur l'évaluation des risques liés aux entreprises individuelles et sur les programmes de surveillance afin de gérer son exposition à ces risques, entre autres. Ces programmes ont été conçus d'après la nature et la taille spécifiques des activités de chaque entreprise. Alors que RHJI suit ces programmes et s'efforce de limiter les effets négatifs liés à l'un de ces risques par le biais de sa représentation au sein du Conseil d'administration de ces entreprises, et au moyen de certains mécanismes de reporting, elle est susceptible de subir les répercussions négatives de l'évaluation inadéquate des risques

et de systèmes de contrôle inefficaces pour la détection des risques et la prévention au niveau de chaque entreprise.

### ***Risques spécifiques liés à RHJI en qualité de holding***

En qualité de holding, RHJI est d'autant plus exposée aux risques liés au contexte général, économique et de marché, tels que le risque de fluctuation des taux d'intérêt et de change, le risque de liquidité et les risques boursiers, qui sont tous susceptibles d'avoir un impact substantiel sur la valeur des actifs de RHJI.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Hormis un impact négatif sur les emprunts contractés par les entreprises détenues par RHJI, la hausse des taux d'intérêt peut avoir des répercussions négatives sur la valeur boursière de certains actifs de la Société du fait de son impact sur les taux d'actualisation et/ou les multiples de marché.

#### *Risque de change*

Outre les risques de conversion et de transaction issus des fluctuations de change, le cours de l'action RHJI libellée en euros est exposé à l'évolution du taux de change entre l'euro et le yen puisqu'une part substantielle des actifs de RHJI est située au Japon et que leur valeur comptable est libellée en yens.

La devise fonctionnelle de RHJI est le yen japonais. Les espèces et valeurs disponibles sont maintenues en euro, dollar américain et yen japonais, et investis essentiellement dans des fonds collectifs du marché monétaire, des fonds collectifs à revenus fixes et des bons de trésor. Afin de préserver le capital et de maintenir les liquidités, la Société a défini des ratings minimum (AAA pour des fonds du marché monétaire, AA pour d'autres titres) et des limites de concentration.

#### *Risque de liquidité*

Au 31 mars 2007, RHJI disposait d'environ JPY 80 milliards pour réaliser sa stratégie économique et elle n'est pas endettée. Les entreprises de RHJI ont accès au financement et obtiennent des lignes de crédit selon leurs circonstances individuelles. À l'exception de JPY 1,870 milliard lié à la dette de Phoenix Seagaia Resort et de la mise en gage de certaines actions comme évoqué en note 21 des Comptes consolidés, les entreprises et leurs prêteurs ne bénéficient généralement d'aucune garantie émise par RHJI. Bien que RHJI estime pouvoir garantir une liquidité suffisante pour réaliser sa stratégie d'acquisition, toute pénurie dans ce domaine pourrait se traduire par la cession de certaines entreprises à des conditions défavorables.

#### *Risques boursiers*

Cotée sur Euronext Brussels, RHJI est soumise à la législation et réglementation belges concernant entre autres la communication d'informations financières, la gouvernance et autres types de divulgations, les contrôles internes et le délit d'initié. En conséquence, elle continuera à investir les ressources nécessaires pour être en conformité avec l'évolution des lois, réglementations et normes.

#### *Risque lié à la valeur comptable des investissements*

En conséquence des risques énumérés ci-dessus, RHJI est exposée au risque lié à la valeur comptable de ses investissements dans les filiales et sociétés associées.

Les risques et incertitudes décrits dans le présent Rapport de gestion ou dans les informations disponibles sur le site de RHJI ne sont pas les seuls auxquels RHJI est susceptible de faire face. Il peut exister des risques supplémentaires dont RHJI n'est pas informée, ou des risques que les administrateurs estiment, pour le moment, peu importants, mais qui pourraient engendrer un effet négatif significatif.

## **6. Gestion du risque et utilisation d'instruments financiers dérivés**

La devise utilisée par RHJI est le yen japonais. Les espèces et valeurs disponibles sont maintenues en euro, dollar américain et yen japonais et investies essentiellement dans des fonds collectifs du marché monétaire et des fonds collectifs à revenus fixes pour lesquels RHJI a défini des ratings minimum et des limites de concentration afin de préserver le capital et de maintenir la liquidité. Au 31 mars 2007, RHJI n'avait pas fait appel à des dérivés financiers.

## **7. Intérêt des administrateurs – Article 523 du Code belge des sociétés**

L'article 523 du Code belge des sociétés stipule que si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt personnel, de nature patrimoniale, opposé à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs du Conseil d'administration de RHJI, l'administrateur concerné doit le communiquer aux autres administrateurs avant toute délibération du Conseil d'administration relative à cette opération. Les commissaires de RHJI doivent également en être informés. L'administrateur concerné ne peut assister aux délibérations relatives à la décision ou à l'opération opposée à son intérêt de nature patrimoniale, ni prendre part au vote. Un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration décrivant les conséquences patrimoniales de l'opération pour RHJI, ainsi que la justification de la décision du Conseil d'administration, doivent être publiés dans le rapport de gestion du Conseil d'administration sur les comptes non consolidés de RHJI. Le rapport du Collège des commissaires portant sur les comptes annuels non consolidés doit contenir une description des conséquences patrimoniales qui résultent, pour RHJI, de chacune des décisions prises par le Conseil d'administration lorsque survient une situation de conflit d'intérêts.

Cette procédure a été appliquée à deux reprises au cours de l'exercice clôturé le 31 mars 2007 pour deux administrateurs, à propos de certaines questions qui ont été soumises au Conseil d'administration de RHJI. Les extraits des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration de RHJI relatifs à ces questions sont repris en Annexe 1 du présent Rapport de gestion (et cette annexe fait partie intégrante de ce rapport). Les sujets sur lesquels ont porté les conflits d'intérêt peuvent être résumés comme suit : (i) investissement proposé dans une start-up en Inde et (ii) renouvellement pour un an de l'autorisation accordée à M. Collins en ce qui concerne ses activités extérieures.

Timothy C. Collins  
Administrateur

D. Ronald Daniel  
Administrateur

## ANNEXE

(i) Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 12 décembre 2006 :

### **Déclarations conformément à l'Article 523 du Code des sociétés**

Le Conseil d'administration a reconnu que, conformément à l'article 523, alinéa 1 du Code des sociétés, M. Timothy C. Collins a informé le Conseil antérieurement à ses délibérations et informera les commissaires de la Société de l'existence d'un intérêt de nature patrimoniale opposé, au sens de l'Article 523, car M. Collins serait affecté par les résolutions suivantes, si de telles résolutions étaient approuvées, dans la mesure où (i) M. Collins fait partie de la direction de Ripplewood Holdings et a un intérêt financier dans Ripplewood Holdings et l'une de ses sociétés liées, et (ii) il est proposé que la Société conclue certains contrats (dont un contrat d'actionnaires) avec, entre autres, Ripplewood Holdings ou l'une de ses sociétés liées.

Le Conseil d'administration a reconnu que, conformément à l'article 523, alinéa 1 du Code des sociétés, M. Harvey Golub a informé le Conseil antérieurement à ses délibérations et informera les commissaires de la Société de l'existence d'un intérêt de nature patrimoniale opposé, au sens de l'Article 523, car M. Golub serait affecté par les résolutions suivantes, si de telles résolutions étaient approuvées, dans la mesure où (i) M. Golub fait partie de la direction de Ripplewood Holdings et a un intérêt financier dans Ripplewood Holdings et l'une de ses sociétés liées, et (ii) il est proposé que la Société conclue certains contrats (dont un contrat d'actionnaires) avec, entre autres, Ripplewood Holdings ou l'une de ses sociétés liées.

### **Présentation et discussion**

Le Conseil d'administration a examiné les documents qui lui ont été présentés en relation avec l'investissement proposé dans une start-up en Inde et a écouté une présentation de M. Collins. Ripplewood Holdings ou l'une de ses sociétés liées est l'investisseur principal de l'opération.

Conformément à l'Article 523 du Code des sociétés, MM. Collins et Golub ont quitté la réunion.

### **Délibérations**

Une discussion a eu lieu parmi les membres du Conseil concernant l'opération proposée, basée sur les informations et la présentation mentionnées ci-dessus accompagnée d'une analyse de la stratégie d'investissement de la Société.

Le Conseil d'administration a considéré que, comme la stratégie globale de la Société est de rechercher à acquérir des participations dans des sociétés pouvant bénéficier d'améliorations stratégiques et opérationnelles que ce soit au Japon ou ailleurs, l'opération proposée est compatible avec cette stratégie.

### **Nature de l'opération proposée**

Le Conseil a établi que la nature de l'opération proposée était une opération par laquelle la Société acquerrait une participation dans une société d'acquisition à but spécial avec un groupe d'investisseurs dirigé par Ripplewood Holdings. Le Conseil a noté que les termes et conditions de l'investissement de la Société seraient au moins aussi favorables que ceux décrits dans les documents de présentation mentionnés ci-dessus, mais qu'il n'y aurait pas de paiement des frais de transaction effectué par la Société à Ripplewood Holdings et qu'aucune servitude sur le vote et les droits de transfert associés à la participation de la Société dans la société proposée ne dépasserait trois ans.

### **Description des conséquences patrimoniales de l'opération proposée**

Le Conseil d'administration a évalué les conséquences patrimoniales de l'opération proposée.

La Société investirait à hauteur de 15 millions de dollars américains.

La Société n'aurait aucune obligation supplémentaire de contributions additionnelles autres que le montant de son investissement initial.

## **Justification de l'opération proposée**

Le Conseil d'administration a considéré que les résolutions suivantes sont de l'intérêt véritable de la Société et servent à développer ses objectifs car (i) l'opération proposée est compatible avec sa stratégie de rechercher à acquérir des participations dans des sociétés qui peuvent bénéficier d'améliorations opérationnelles et stratégiques, (ii) le potentiel de croissance est attractif, et (iii) les risques résultant de l'investissement sont raisonnables vu le potentiel de croissance.

## **Résolutions**

### **1 Investissement**

#### **Résolution 5**

Le Conseil d'administration a décidé que l'opération proposée, concernant un investissement en capital à hauteur de 15 millions de dollars américains soit, et par la présente est, approuvée.

### **2 Pouvoirs dans le cadre de l'investissement**

#### **Résolution 6**

Le Conseil d'administration a décidé que MM. Anthony Barone et Robert E. Ewers, Jr. (chacun étant un « **Agent autorisé** ») sont séparément autorisés au nom de la Société à exécuter et signifier des contrats de transaction, compatibles avec les termes de l'approbation accordée par le Conseil concernant cet investissement, ainsi que les changements non importants pouvant être approuvés par l'Agent autorisé exécutant la transaction, une telle approbation devant être attestée de façon décisive par l'exécution et la signification de ces contrats.

Le Conseil d'administration a décidé en outre, que chaque Agent autorisé soit, et par la présente est, autorisé et habilité séparément, au nom et pour le compte de la Société, à exécuter et signifier de tels contrats, instruments et documents (y compris tous les amendements et modifications des contrats de la transaction) et d'exécuter ou de faire exécuter d'autres actes et choses, comme cela est jugé nécessaire ou conseillé en vertu de, ou en relation avec la résolution précédente et l'exécution par tout Agent autorisé de tout ce qui précède ou l'exécution de tout acte ou chose devant être une preuve concluante d'une détermination à cet égard et approbation de cela.

### **3 Renoncations au Code de conduite et d'éthique**

#### **Résolution 7**

**Le Conseil d'administration** a décidé que, conformément à la partie 15 du Code de conduite et d'éthique de la Société, les dispositions de la partie 2 (Conflits d'intérêts) de ce Code sont par la présente abandonnées dans la mesure où elles s'appliquent à M. Collins en tant qu'administrateur et CEO et à M. Golub en tant qu'administrateur dans le cadre de l'opération proposée.

(ii) Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 27 mars 2007 :

#### **Renouvellement pour un an de l'autorisation accordée en ce qui concerne les activités extérieures de M. Collins**

La Charte de gouvernance d'entreprise de la Société indique que, sur une base annuelle, le Conseil doit déterminer s'il renouvelle les résolutions suivantes adoptées par le Conseil du 23 mars 2005 (telles que ratifiées par le Conseil du 10 mai 2005 et renouvelées par le Conseil du 28 février 2006) concernant les activités extérieures (telles que définies ci-dessous) de M. Collins et prenant fin le 31 mars 2007 :

- (i) à renoncer aux dispositions de la partie 3 (les mandats d'administrateurs au sein de sociétés extérieures et autres activités extérieures) du Code de conduite et d'éthique de la Société ;

- (ii) à autoriser M. Collins à réaliser chacune des activités extérieures et renoncer à tout recours contre M. Collins concernant ces activités, initiées pendant la période de la renonciation ci-dessus.

Le Conseil reconnaît que, conformément à l'Article 523 du Code des sociétés, M. Collins a informé le Conseil et les commissaires de la Société, antérieurement aux délibérations du Conseil, de l'existence d'un intérêt de nature patrimoniale opposé, au sens de l'Article 523, car M. Collins serait affecté par les résolutions suivantes concernant certaines activités de M. Collins et de ses sociétés liées pouvant faire concurrence aux intérêts de la Société, y compris avec les objectifs d'acquisition de la Société, ces activités étant énoncées dans le procès-verbal du 23 mars 2005 (les « Activités extérieures »).

M. Collins a quitté la réunion pendant les délibérations et le vote de cette résolution.

### **RÉSOLUTION 1**

Après écoute du rapport du Comité d'audit et de conformité sur les activités de M. Collins effectivement menées en dehors de la Société entre le 28 février 2006 et le 27 mars 2007 et discussion du rapport, le Conseil a décidé par un vote d'au moins 75 % de ses administrateurs indépendants de renouveler les renonciations et l'autorisation énoncées aux points (i) et (ii) ci-dessus à compter de la date de cette réunion du Conseil et jusqu'à la fin de l'exercice fiscal se clôturant le 31 mars 2008 et que, nonobstant ce qui précède, (a) M. Collins n'est autorisé pendant la conduite des activités extérieures à violer aucun des termes explicites du contrat entre M. Collins et la Société, et, conformément à l'Article 523 du Code des sociétés, (b) M. Collins doit s'abstenir en sa qualité d'administrateur de voter toute résolution du Conseil qui autorise une action ou l'omission d'une action par la Société qui, à la connaissance de M. Collins, s'oppose à ses activités extérieures et (c) M. Collins doit révéler au Conseil les motifs de son abstention dans chacun de ces cas.

Le Conseil a déterminé que la résolution ci-dessus est dans l'intérêt véritable de la Société à la suite du rapport favorable du Comité d'audit et de conformité et du fait que, tel que décidé par le Conseil du 23 mars 2005 (et ratifié par le Conseil du 10 mai 2005), les objectifs principaux d'acquisition de la Société ne sont pas substantiellement similaires aux objectifs commerciaux de Ripplewood Fund II et parce que M. Collins a joué un rôle essentiel dans la formation de la Société et a joué et continue de jouer un rôle essentiel dans la gestion de la Société et est qualifié de façon unique en qualité d'administrateur et de CEO de la Société, en raison de ses connaissances détaillées et de son expérience dans les activités de la Société et de son expertise et expérience à identifier et conclure les acquisitions.

Toute conséquence patrimoniale de cette résolution pour la Société sera fondée par le fait que M. Collins est autorisé à poursuivre ses Activités extérieures.